

gerez ma con-  
du gouverne-  
lémissionné et  
votre opinion  
seule question.  
cette guerre ou à  
qu'on vous con-  
représentants?  
non, votez pour  
l'ai demandé un  
au lieu de venir  
opinion indivi-  
on de mes élec-  
ne leur aurait  
as donner la ré-  
inq mille fidèles

ait pas là un ar-  
second député  
t quelque chose  
e j'ai citée il y a  
eres les électeurs  
ne semble pas  
leur jugement—  
lecteurs de La-  
d'Ottawa; mais  
les gens de La-  
s et c'est peut-  
que je les aime  
Je leur dois la  
ont ils ont fait

vanter d'expri-  
unanime de  
nt, cette préten-  
réalité, je sais  
in groupe de li-  
on conservatrice  
r m'opposer un  
Ils frappèrent à  
réal et Ottawa;  
otes prêts à par-  
e, pourvu qu'on  
érieux; non pas  
l'électorat, mais  
nsolutions après  
un ne se sentait  
le principes.

aders de cette  
l'opposition, se  
parce qu'aucun  
candidature. Le  
onto, organe des  
— et je suis heu-  
ce journal e  
inlons que j'ex-  
partis politiques  
ls ont compris  
aient beaucoup

cteurs qui m'ont  
aussi dénués de  
ttawa semble le  
iques faits à la  
nière assemblée,  
après ma désa-  
sa la résolution  
ait un conserva-  
ment à l'élection  
ser la résolution,

Il me dit: "Rappelez-vous que j'ai voté contre vous en 1896: je combattrai votre candidature à l'élection générale mais, cette fois, je vous appuie." Je pourrais citer, par centaines, les noms d'hommes intelligents qui ont pris la même attitude. Lorsqu'il fut connu que je n'aurais pas de concurrent, le peuple était désireux d'exprimer son opinion d'une façon manifeste. En peu de jours, mon bulletin de présentation fut couvert par près d'un millier de signatures. Je sais même que, dans deux ou trois paroisses, tous les électeurs vinrent signer le bulletin—quelques-uns ayant parcouru huit à dix milles de route; de fait, et quelques endroits, le bulletin portait plus de signatures que je n'avais recueilli de votes en 1896.

C'est là, je crois, une expression d'opinion publique presque aussi concluante que les articles du *Star*, de Montréal. Et j'affirme que, si l'on eût pressenti l'opinion de la plupart des comtés de la province de Québec par le même procédé, la réponse eût été la même.

A six heures, le Président suspend la séance.

## SEANCE DU SOIR.

M. BOURASSA: M. le Président, un mot maintenant de ma présentation à la Chambre par le ministre des Travaux publics. Le leader de l'opposition a stigmatisé cet incident comme l'un des plus grands scandales de l'histoire parlementaire. Que serait-il advenu de la conscience délicate de l'honorable député s'il avait siégé aux Communes anglaises lorsque lord Macaulay, faisant alors partie du gouvernement, s'opposa à l'adoption du bill de l'esclavage présenté par le ministère comme une mesure ministérielle? L'attitude et le discours de l'illustre historien provoquèrent un vote contre le gouvernement; le ministère ne l'emporta qu'à sept voix de majorité et le bill fut rejeté par la Chambre des Lords. Et cependant, le gouvernement dont lord Macaulay faisait partie refusa d'accepter sa démission.

Lorsque j'arrivai à Ottawa, pour prêter une seconde fois serment de fidélité à la Couronne, je voulais me présenter seul et décliner mes titres à la Chambre sans appui. Mais on m'informa que la chose était impossible. Je m'efforçai en vain de corrompre les rigides interprètes de la procédure parlementaire en leur demandant d'accompagner cette présentation excentrique d'une clause de "non-précédent". Au même moment, je rencontrais, par hasard, le ministre des Travaux publics et il me dit: "Mais je vous accompagnerai volontiers! Vous avez démissionné malgré mon avis contraire; cependant, j'aime la liberté; à cause de cela, je vous présenterai". Je trouvai la raison suffisante. Je ne songeais pas combien je pouvais scandaliser la pudeur angéliques des pucelles rougissantes qui m'inaugurent à votre gauche, M. le Président. Je leur en demande pardon aujourd'hui et elles peuvent m'en croire, c'est là l'explication

sincère et complète de ce scandale honteux.

On m'a reproché aussi d'être venu siéger à votre droite au lieu d'aller à l'opposition. On m'a administré beaucoup de leçons de logique depuis que je siége au parlement, mais ma stupidité est évidemment incurable, car j'avoue qu'il m'est impossible de saisir le raisonnement de ces messieurs.

Pourquoi serais-je aller à gauche? Est-ce parce que le leader de l'opposition a clamé par tout le pays que les libéraux ne s'aventureraient pas assez loin dans la voie où je refuse de les suivre? Est-ce parce que le député de Beauharnois (M. Bergeron) voulait envoyer cinq mille Canadiens-français dans l'Afrique australe?

M. BERGERON: Je n'ai jamais dit cela.

M. BOURASSA: Je suis heureux d'entendre l'honorable député donner le démenti aux paroles qu'on lui a prêtées.

Est-ce parce que toute la meute de la presse tory a accusé le gouvernement de demi-trahison et moi-même de double trahison?

Il est vrai qu' sur la question des frais de l'expédition, les deux chefs se sont rencontrés à mi-chemin ou, comme dirait mon honorable ami le député de Laprairie (M. Monet) se sont partagé la pomme d'innocuité. Mais ceci ne fait pas un archange de l'honorable leader de la gauche et ne le justifie pas de sa longue carrière. Les hésitations mêmes dont il a fait un crime au gouvernement m'empêchent de tomber dans la caverne du lion. Ces hésitations m'inspirent quelque indulgence à l'endroit du ministère. Lorsqu'un homme tremble avant de pécher, il prouve que la conscience parle encore chez lui.

Parce que je condamne les hommes qui ont commis une action mauvaise, dois-je me jeter dans les bras d'hommes nés et nourris dans le péché? Parce que j'accuse le gouvernement de s'être rendu coupable d'un acte de torysisme, dois-je m'aller mettre sous le joug même du torysisme? Je vois des hommes à votre gauche, M. le président, qui m'inspirent beaucoup d'estime et de respect; et j'en vois à droite pour qui je n'éprouve pas la même sympathie que pour leurs voisins. En d'autres termes, il y a des libéraux à gauche et des torys à droite—en donnant à ces appellations un sens beaucoup plus large que celui que comporte l'étroite étiquette des partis. Mais l'élément qui domine l'opposition, est l'essence même de la pire espèce de torysisme. J'ai entendu, l'autre jour, mon honorable ami, le député de Terrebonne (M. Chauvin), flageller en quelques paroles le député d'York-ouest (M. Wallace). J'ai écouté, quelques semaines auparavant, les remarques que l'honorable député de Trois-Rivières (sir Adolphe Caron) adressait avec le tact judiciaire qui lui est habituel, à ces gens qui parlent avec mépris d'un gouvernement de "Mocassins".

Ceci indique nettement, la différence qui sépare ce que j'appelle les libé-